

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.137

6 septembre 1955

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE LA "JAMAICA FEDERATION OF TRADE UNIONS"
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

JAMAICA FEDERATION OF TRADE UNIONS
(J.F.T.U.)

64 Barry Street
Kingston, Jamaica, B.W.I.

le 24 août 1955

Monsieur le Haut-Commissaire de la République française,
Douala, Cameroun,
Afrique Equatoriale Française

Monsieur le Haut-Commissaire,

Nous nous adressons à vous au sujet de la récente arrestation de plusieurs dirigeants de syndicats camerounais, parmi lesquels Jaques N'Gom, Secrétaire général du Conseil de la CGT au Cameroun.

En tant que syndicalistes, c'est avec une profonde indignation que nous avons vu les Autorités coloniales françaises abolir presque complètement au Cameroun les droits syndicaux et autres droits démocratiques. Nous savons que la CGT camerounaise, à l'inverse d'autres syndicats de la colonie qui ne sont pas démocratiques, a refusé d'être à la dévotion du Gouvernement et que c'est la seule raison pour laquelle on s'efforce de la détruire.

En tant que travailleurs coloniaux nous-mêmes, nous protestons énergiquement au nom de la Fédération à laquelle nous appartenons et nous réclamons la libération immédiate de Jaques N'Gom et de tous les autres dirigeants de syndicats emprisonnés pour leurs activités syndicales.

Nous vous prions d'agréer l'assurance de nos sentiments distingués.

(Signé) F.C. SMITH

.....

F.C. SMITH

(Signé) DUBLEY B. MITCHELL

.....

D.B. MITCHELL

Copies :

à la Fédération syndicale mondiale
au Conseil de tutelle des Nations Unies
à la CGT camerounaise
